

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

- **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, **nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier**, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :
 - bloquera les licenciements ;
 - rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
 - renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
 - réouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste, et tous les services publics fermés ;
 - permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
 - abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc...
- **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine** de députés élus mandats, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.
- **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples) et des directives et des traités.
- **À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer** les organisations syndicales à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.
- **A la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).
- **A la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.
- **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, **nous opposons la lutte de classe** car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes avec leurs propres organisations sur leur propre terrain pour défendre leurs droits et leurs garanties.
- **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

Vu, les candidats
Chèques à l'ordre de Louis Renault, mandataire
financier de Pierre Priet

**PARTI
OUVRIER
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE**



Pierre Priet
Electricien retraité

Nous sommes candidats pour l'unité ouvrière !
Pour reconstruire tout ce que les gouvernements successifs de la
V^e République, aux ordres de l'Union Européenne, ont détruit !



Annaïg Douard
Salariée restauration

Il faudra bien abroger la loi El Khomri, les lois Macron, qui détruisent le Code du travail, qui facilitent les licenciements et instaurent le travail du dimanche : *A Rennes, les salariés de l'APASE, de SFR, ATOS, etc. ... sont actuellement touchés de plein fouet par ces lois, qui permettent, au nom de la "compétitivité", de remettre en cause tous leurs acquis conventionnels (salaire, temps de travail congés ...).*

Il faudra bien en finir avec le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) et **le Pacte de responsabilité** (Macron) qui ne sont que des transferts de fonds publics en dividendes pour les actionnaires. Pendant ce temps à PSA, dans l'agroalimentaire, dans le bâtiment ou dans le commerce, les conditions de travail sont dégradées, la précarité se généralise, l'intérim remplace les CDI, les salaires sont bas, souvent au-dessous du SMIC pour les femmes contraintes au temps partiel. Il faut interdire le travail du dimanche dans la grande distribution, interdire les licenciements, augmenter tous les salaires, réindexer les salaires sur le SMIC. *A PSA cette politique organise le chantage à l'emploi: les 2,34 millions versés à PSA la Janais par Rennes Métropole, les 9,9 millions par la Région, qui s'ajoutent aux 200 millions perçus par PSA au titre du CICE, n'ont sauvé aucun emploi...La véritable solution, à Standard Cooper et ailleurs, c'est l'interdiction des licenciements !*

Il faudra bien abroger la Loi Santé (Touraine) et ses **GHT** (Groupements Hospitaliers de Territoire), en finir avec les partenariats public-privé qui saignent les budgets des hôpitaux. **Il faudra rouvrir les services, maternités et les dizaines de milliers de lits nécessaires, embaucher les milliers de médecins, d'infirmiers, de personnels de santé.**

Il faudra revenir à la Sécu de 1945, basée sur nos salaires et non sur l'impôt (CSG), cesser les exonérations des cotisations pour garantir le droit à la santé.

Il faudra rouvrir, les milliers de classes, d'écoles publiques fermées, abroger les lois anti laïques dont la réforme Peillon, abroger la réforme des "rythmes scolaires". **Il faudra abroger la loi sélection à l'Université...**

Il faudra bien arrêter le saccage des services publics, rouvrir bureaux de poste, gares, trésoreries fermées au nom de la dette. A Rennes, les 7 bureaux de poste (sur 21) qui ont été fermés en 2016, suite à un accord entre La Poste et le conseil municipal, devront être rouverts. L'accord SNCF-Région qui prévoit la fermeture de la gare de l'Hermitage doit être annulé. La fermeture programmée de la boutique EDF à Rennes doit être annulée.

Il faudra renationaliser la Poste, France Telecom, EDF/GDF, reconstruire le monopole de ces services publics, seul moyen d'enrayer la précarité énergétique galopante, faire les investissements indispensables pour les usagers et enrayer la désertification rurale.

Il faudra abroger la Loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), rétablir la libre administration des communes, revenir à leur libre association, contre les Métropoles. *C'est un fait, Rennes Métropole, est avant tout, au nom des "simplifications", une machine à privatiser, à fermer les services publics, à casser les statuts des agents territoriaux, ...*

Il faudra rompre avec la politique agricole dictée par l'Union Européenne. Un désastre qui pousse les paysans au désespoir, qui empêche les jeunes de s'installer. **Il faudra bien fixer un prix à la production, du lait et de la viande qui permette aux agriculteurs de vivre de leur travail.**

Il faudra mettre fin à la spéculation sur le logement et reprendre une politique de logement à loyer réellement modéré par des investissements publics massifs (par les organismes HLM et « l'aide à la pierre »).

Nous sommes candidats à l'unité ouvrière pour avancer dans cette voie.

C'est ce combat que le Parti Ouvrier Indépendant et Démocratique entend mener. C'est le combat pour l'unité de la classe ouvrière et de la jeunesse qui seules, par leurs mobilisations, pourront inverser le cours des choses.

Unissons nos forces, organisons-nous ! <https://poid-35.fr/>

Vu, les candidats.